



**HAL**  
open science

# Le Niger après la crise de 2005. À quoi servent les indicateurs nutritionnels ?

Vincent Bonnecase

► **To cite this version:**

Vincent Bonnecase. Le Niger après la crise de 2005. À quoi servent les indicateurs nutritionnels ?. Cahiers d'études et de recherches francophones sur l'Agriculture, 2012, 21 (5), pp.311-317. halshs-01618969

**HAL Id: halshs-01618969**

**<https://shs.hal.science/halshs-01618969>**

Submitted on 10 Nov 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Le Niger après la crise de 2005**  
**À quoi servent les indicateurs nutritionnels ?**

**Vincent Bonnecase**

*Cahiers de l'Agriculture*, vol 21, n° 5, 2012  
Dossier « Atteindre la sécurité alimentaire en Afrique »

Pour citer ce document :

Vincent Bonnecase, « À quoi servent les indicateurs nutritionnels ? Le Niger après la crise de 2005 », *Cahiers de l'Agriculture*, vol 21, n° 5, 2012, p. 311-317.

*Résumé* : Après la crise alimentaire de 2005, le Niger a fait l'objet d'un grand nombre d'études nutritionnelles de la part de différents organismes nigériens et internationaux. Cela s'inscrit dans un mouvement plus général touchant l'ensemble de l'Afrique sahélienne et donnant une plus grande place aux indicateurs nutritionnels dans les dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire. Cette étude interroge les conditions de production et les usages politiques de ces indicateurs. Vus sous cet angle, ces derniers n'apparaissent pas que comme des outils descriptifs destinés à prendre la mesure d'une situation nutritionnelle, mais aussi comme des vecteurs de négociations et d'antagonismes entre les institutions impliquées dans les politiques alimentaires.

*Mots clés* : faim, malnutrition, enquêtes nutritionnelles, sécurité alimentaire, Afrique sahélienne

*Abstract* : After the food crisis of 2005, numerous nutritional surveys were done in Niger by Nigerian and international organisms. This is consistent with a more global revalorization of the nutritional indicators as food security tools in the whole Sahelian Africa. This study questions the conditions of production and the political uses of these indicators. Seen from this angle, the nutritional indicators do not only appear as technical tools intended to take the measure of a nutritional situation, but also as vectors of negotiations and antagonisms between institutions involved in food politics.

*Keywords* : *Hunger, Malnutrition, Nutritional Surveys, Food Security, Sahelian Africa*

## **Introduction**

La prévention des crises alimentaires en Afrique subsaharienne est souvent ramenée, outre la question de la production et de l'accès aux ressources, à un problème de connaissance. L'une des réponses institutionnelles classiques aux crises depuis une quarantaine d'années consiste ainsi à améliorer l'information sur les niveaux d'alimentation. Si l'on ne considère que l'Afrique sahélienne, la famine de 1972-1973 concourra à la création du Système mondial d'Information et d'Alerte rapide de la FAO en 1975, premier Système d'Alerte précoce (SAP) à l'échelle internationale, de même que la famine de 1984-1985 favorisa la mise en place des premiers SAP nationaux, au Tchad et au Mali en 1986 et au Niger en 1989 (Egg et Gabas, 1997). Ces famines ont mis à l'épreuve la capacité des institutions à prévoir la catastrophe, mais aussi leur capacité à évaluer le caractère effectivement catastrophique de la situation : si celle-ci apparaissait rétrospectivement exceptionnelle, il était difficile de mesurer à quel point c'était le cas, faute de savoirs sur les niveaux ordinaires d'alimentation (Bonnecase, 2010a). Par la suite, la récurrence des crises en 1997, en 2000 et en 2005 amenait à reconsidérer la qualité des SAP et, notamment, la place qu'ils accordaient aux données nutritionnelles (Becquey *et al.*, 2008). La crise de 2005 au Niger, en particulier, a joué un rôle de révélateur en suscitant de nouveaux dispositifs de suivis nutritionnels et en réinscrivant la malnutrition au cœur des agendas politiques (Crombé et Jézéquel, 2007), non seulement au Niger, mais aussi dans l'ensemble de l'Afrique sahélienne : c'est à la suite de cette crise que fut élaborée l'initiative Nutrition Sécurité alimentaire et Politiques publiques au Sahel du Comité permanent inter-États de Lutte contre la sécheresse au Sahel, laquelle vise à favoriser l'intégration de données nutritionnelles dans les SAP nationaux.

Cet article s'appuie sur l'étude des données nutritionnelles produites au Niger après la crise de 2005, ainsi que sur une série d'entretiens réalisés à Niamey en 2009 avec différents acteurs des politiques de sécurité alimentaire. Son objectif n'est pas de nier l'importance de l'information nutritionnelle dans la prévention des crises et la sécurisation alimentaire en Afrique. Il vise à montrer, à partir du cas du Niger, que cette information, prise isolément, ne suffit pas à impulser de nouvelles politiques de prévention et de sécurisation, celles-ci s'inscrivant dans un réseau plus complexe de déterminants sociaux et politiques. Depuis 2005, le Niger a ainsi fait l'objet de multiples évaluations des taux de malnutrition, d'abord dans le cadre d'enquêtes d'urgence réalisées par des ONG et, ensuite, par le biais de nouvelles pratiques routinières des agents de l'Etat chargés de la sécurité alimentaire. Or, ces investigations n'ont rien révélé à proprement parler : la malnutrition est déjà une réalité connue et mesurée au Niger avant 2005, même si cette mesure n'est pas intégrée dans le dispositif de prévention des crises et les politiques publiques des gouvernements nigériens. Ce qui change en 2005, c'est davantage le foisonnement des enquêtes nutritionnelles, d'une part, et leur institutionnalisation, d'autre part. Dès lors, le savoir nutritionnel ne demande pas qu'à être lu comme un outil de connaissance, facteur de prévention des crises et de sécurisation alimentaire : s'y jouent des rapports de pouvoir qui lient à la fois, de manière horizontale, les différentes institutions participant aux politiques alimentaires et nutritionnelles mais aussi, de manière plus verticale, les institutions avec les populations destinataires de ces politiques.

### **Ce que disent les indicateurs nutritionnels**

La plupart des acteurs institutionnels s'accordent aujourd'hui à reconnaître que la malnutrition infantile était insuffisamment considérée et, en deçà, insuffisamment mesurée au Niger avant la crise de 2005. De fait, celle-ci a suscité une multiplication d'évaluations en la matière, deux indicateurs faisant plus particulièrement référence : le taux de malnutrition chronique et le taux de malnutrition aiguë (cf. encadré 1). En avril 2005, les résultats d'une

étude réalisée trois mois auparavant dans les régions de Maradi et de Zinder par le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'ONG Helen Keller international (HKI) (HKI/PAM, 2005) apparaissent ainsi comme un premier détonateur puisqu'ils mettent brusquement à jour, selon une expression maintes fois reprise, des taux de malnutrition « comparables à ceux que les acteurs de l'aide humanitaire rencontrent dans les situations de guerre » (Egg et Michiels, 2008 : 48).

### *Une fausse découverte de la malnutrition*

Il serait pourtant fallacieux de parler de découverte de la malnutrition en 2005 dans la mesure où il existe déjà un savoir en la matière, quand bien même il s'appuie sur un faible nombre de données. Dans les années 1990, deux « enquêtes démographiques et de santé » menées, la première en 1992 par la Direction de la Statistique et la seconde en 1998 par l'ONG *Care*, font référence. Combinées l'une à l'autre, elles font état d'une situation qui, outre d'être alarmante, s'aggrave rapidement : le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de trois ans passe ainsi en six ans de 36 % à 42 % et, le taux de malnutrition aiguë, de 18 % à 21%. Au terme de son étude, *Care* appelle à des analyses supplémentaires pour analyser les causes de « cette situation nutritionnelle catastrophique » (Care, 1999 : 158-159). Cinq ans plus tard, les chiffres apparaissent plus catastrophiques encore dans une étude réalisée par l'ONG *World Vision* dans les départements de Zinder et de Maradi : le taux de malnutrition chronique y est évalué à 56% (Fews Net, 2006 : 4).

#### Encadré 1 – Les indicateurs nutritionnels

Deux principaux indicateurs sont utilisés dans les enquêtes nutritionnelles menées au Niger dans les années 1990 et 2000. Le taux de malnutrition chronique, calculé à partir des indices de taille en fonction de l'âge, évalue la prévalence du retard de croissance dans un échantillon d'enfants de moins de cinq ans et rend compte des effets à long terme de la malnutrition. Le taux de malnutrition aiguë, calculé à partir des indices de poids en fonction de la taille, évalue la prévalence de l'émaciation dans un échantillon d'enfants de moins de cinq ans et rend compte des effets plus immédiats de la malnutrition, notamment dans les contextes de crise.

Le problème, avant 2005, ne réside pas tant dans l'absence de données nutritionnelles que dans le fait qu'elles ne sont pas prises au compte par le Dispositif de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires (DNGPCA), principal organisme chargé de la sécurité alimentaire au Niger et regroupant notamment le SAP, une Cellule Crises alimentaires et une Commission mixte de Concertation État-donateurs. Comptent principalement les bilans céréaliers, avec le présupposé que c'est à une mauvaise situation céréalière que doit correspondre une mauvaise situation nutritionnelle. Après chaque récolte, le DNGPCA fonde ainsi une première appréciation de la situation sur la production céréalière et fourragère, elle-même évaluée à partir d'un échantillon de ménages. Des notes de vulnérabilité sont attribuées dans les différents départements en tenant compte des capacités d'ajustement, notamment par le déstockage d'animaux ou le recours à des cultures de contre-saison. Dans les zones les plus vulnérables, un système de suivi permanent est mis en place à partir de mars, reposant sur un plus grand nombre d'indicateurs d'alerte parmi lesquels la hausse du prix des céréales, la vente d'animaux, la consommation d'aliments de pénurie, la vente de biens personnels et les déplacements de population.

Si on considère que le gouvernement nigérien lance un premier appel à l'aide d'urgence internationale en novembre 2004 (Egg et Michiels, 2008 : 48), le DNGPCA a joué son rôle au moment de la crise, quand bien même celle-ci a pu être d'abord minimisée. Comment

comprendre, alors, l'impact de l'étude publiée par HKI et le PAM en avril 2005, étude dont les résultats sont repris par la presse nigérienne comme signes d'une mauvaise gestion gouvernementale de la situation alimentaire (Tidjani Alou, 2008 : 47-48) ? Cela s'explique d'abord par l'activité concomitante de Médecins sans frontières (MSF) qui, peu après la publication de l'étude, diffuse par voie de presse ses chiffres d'admission dans les centres de récupération nutritionnelle de la région de Maradi (Crombé et Jézéquel, 2007 : 95). En publiant ces chiffres, MSF, à la suite du PAM et de HKI, faisait état d'une situation nutritionnelle autrement plus grave que ne le laissaient présager les données gouvernementales mais aussi, plus fondamentalement, mettait en question les critères mêmes sur lesquels pouvait s'appuyer le DNGPCA pour juger de la situation. Il faut toutefois noter que l'étude publiée par le PAM et HKI ne dévoile rien d'exceptionnel au Niger si on s'en tient aux chiffres : les taux annoncés sont inférieurs à ceux avancés par *World Vision* l'année précédente (pour ce qui est de la malnutrition chronique) et par *Care* sept ans auparavant (pour ce qui est de la malnutrition aiguë). Ces taux font en tout cas partie de la « norme », celle-ci devant ici être comprise comme le produit d'une frontière historiquement située qui, pour une société donnée, sépare ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas (Bourdelaïs et Fassin, 2005 ; Crombé et Jézéquel, 2007).

Aussi, l'impact de ces chiffres s'explique, plus que par les chiffres eux-mêmes, par le contexte politique de leur diffusion. Au Niger, la question alimentaire occupe une place centrale dans le débat politique dans le sens où le parti qui dominait le pays depuis 1974 est issu d'un coup d'Etat opéré dans un contexte de famine et a fondé une partie de sa légitimité originelle sur son aptitude à faire face à la faim (Bonnetcase, 2010b). Certes, ce lien entre la légitimité d'un gouvernement et sa propension à assurer la subsistance d'une population peut se décliner dans les pays voisins (Janin, 2008). Mais il apparaît particulièrement marqué au Niger où le président Tandja, au pouvoir de 1999 à 2009 après avoir été un protagoniste du coup d'Etat de 1974, « a un vrai problème avec le mot "faim" », d'après les termes d'un jeune cadre de son propre parti. Or, durant le premier semestre 2005, ce « problème » est avivé, avant même l'activisme médiatique du PAM, de HKI et de MSF, par un important « mouvement contre la vie chère » protestant contre l'augmentation des taxes sur les produits de première nécessité. Ce mouvement, bien que touchant à tout autre chose que la malnutrition, attaque nommément – dans l'énonciation de ses doléances – l'Etat sur sa responsabilité nourricière. Le 15 mars, une manifestation rassemble des dizaines de milliers de personnes à Niamey, dont certaines brandissent des pancartes « nous mourrons de faim ». Le 9 avril, à l'issue de ce qui est la dernière grande manifestation de ces journées de mobilisation, le président de la principale coalition animatrice du mouvement clôt son discours en affirmant que « le peuple nigérien, plus jamais ne va accepter qu'on lui impose [...] des politiques publiques qui sont de nature à l'affamer ».

Deux semaines plus tard, paraît l'étude du PAM et de HKI. Certes, la faim qui y est mesurée n'est pas celle mise en avant par les manifestants du 15 mars ou du 9 avril puisqu'on a, d'un côté un phénomène de malnutrition infantile plus marqué en milieu rural et, de l'autre, une augmentation du prix des produits alimentaires, source de plus grandes tensions dans les villes. Mais le contexte d'agitation sociale et politique qui précède sa parution a vraisemblablement concouru à donner à ces chiffres une portée que n'eurent, ni ceux de *World Vision* l'année précédente, ni ceux de *Care* sept ans auparavant.

### *Mesures et remesures de la malnutrition*

2005 marque donc un changement, non tant dans la mesure de la malnutrition au Niger – même si, mesurée, elle le devient beaucoup plus – que dans la considération politique pour sa

mesure. Cela s'observe d'abord dans l'évolution du DNGPCA, lequel intègre des nouvelles données nutritionnelles, mais aussi de vulnérabilité alimentaire (cf. encadré 2), dans sa collecte routinière d'indicateurs. Une nouvelle « enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire » doit ainsi évaluer, après chaque récolte et dans chaque département, la proportion de ménages vulnérables sur la base des stocks disponibles mais aussi de leur accessibilité et de leur utilisation effective. Elle doit également cibler le profil-type des ménages les plus vulnérables afin de déterminer qui bénéficiera en priorité de l'aide gratuite en cas de distribution. Cette enquête est complétée par un « Suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les sites sentinelles et vulnérables » qui consiste à surveiller chaque année l'évolution de la situation nutritionnelle dans les zones repérées comme les plus vulnérables : il comprend des enquêtes effectuées sur un échantillon d'enfants de moins de cinq ans, pesés et mesurés tous les deux mois par des agents de l'État (SAP, 2008).

#### Encadré 2 – Les indicateurs de vulnérabilité alimentaire

Les indicateurs de vulnérabilité alimentaire mesurent l'exposition des populations au risque d'insécurité alimentaire et peuvent s'appliquer, soit à des zones, soit à des ménages. Au Niger, le SAP ne possédait pas, jusqu'en 2005, de techniques de ciblage par ménage et se contentait d'attribuer des « notes de vulnérabilité » à chaque département et commune, considérant donc comme vulnérable l'ensemble des populations vivant dans les zones vulnérables. Depuis 2006, les « enquêtes sur la vulnérabilité alimentaire » distinguent en sus, dans chaque zone, quatre classes de ménages, en insécurité sévère, en insécurité modérée, à risque et en sécurité alimentaire.

Parallèlement, de nombreuses études nutritionnelles sont menées à partir de 2005 sur le territoire nigérien. L'Institut national de la Statistique (INS), avec le soutien du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (Unicef), institue une nouvelle enquête annuelle dite « Nutrition et Survie de l'Enfant ». En 2006, il mène également, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), une « Enquête Démographique et de Santé » similaire à celles de 1992 et de 1998. Outre ces études nationales, des ONG telles que MSF ou Agir contre la faim (ACF) produisent leurs propres données dans le cadre d'enquêtes d'urgence réalisées dans leurs zones d'interventions (ACF, 2005 ; MSF, 2005 ; Epicentre / MSF, 2005).

De 2005 à 2008, furent donc établis plus de taux de malnutrition au Niger qu'au cours des quinze années précédentes. Que disent les chiffres ? Si on se cantonne aux études nationales réalisées dans le cadre des enquêtes démographique et de santé (EDSN) et des enquêtes Nutrition et Survie de l'Enfant (ENSE), l'évolution nutritionnelle semble « s'améliorer » rapidement en 2006, puis « se stabiliser » en 2007 et en 2008 avec, pour cette dernière année, un taux de malnutrition aiguë d'environ 11% et un taux de malnutrition chronique d'environ 40% (INS, 2008 : 9). Encore cette évolution générale demande-t-elle à être nuancée à l'aune des différentes zones du Niger. En 2007, le taux de malnutrition aiguë apparaît plus élevé qu'en 2005 dans les départements d'Agadez et de Diffa (INS, 2007c : 22) tandis qu'en 2008, le taux est presque équivalent dans le département de Zinder (INS, 2008 : 34).

Encadré 3 – L'évolution de la malnutrition infantile au Niger de 1992 à 2008							
	EDSN mars-juin 1992	EDSN mars-juin 1998	ENSE octobre 2005	ENSE octobre 2006	EDSN janvier- mai 2006	ENSE mai-juin 2007	ENSE juin-juillet 2008
Malnutrition chronique	32,3 %	41,1 %	50,1 %	43,8 %	50 %	43,5 %	39,3 %
Malnutrition aiguë	15,8 %	20,7 %	15,3 %	10,3 %	10,3 %	11,2 %	10,7 %

Enfin, ces chiffres nous disent deux choses si on les prend à la lettre, sans considérer leur inévitable marge d'erreur, liée aux enquêtes de terrain et aux difficultés qui leur sont inhérentes : d'une part la situation s'améliore globalement à partir de 2005 et, d'autre part, elle reste encore extrêmement grave en 2008, la malnutrition chronique restant au niveau de ce qui a été mesuré dans les années 1990. Mais, précisément, on ne peut se contenter de prendre ces chiffres à la lettre dans la mesure où, ce qui change en 2005, c'est leur impact dans les politiques publiques et leur place dans le débat politique nigérien. C'est donc à une seconde lecture de ces chiffres qu'il s'agit maintenant de se livrer en interrogeant, plus que leur dimension descriptive, l'utilisation antagonique qui en est faite par différents acteurs.

### **Des vecteurs d'antagonismes**

La multiplication des enquêtes qui caractérise le savoir nutritionnel au Niger depuis 2005 n'en facilite pas nécessairement la lecture, d'une part parce que leurs modalités de réalisation restent entourées de zones d'incertitudes et d'autre part parce qu'elles peuvent éventuellement se contredire les uns les autres, ou contredire les autres données à partir desquelles les acteurs institutionnels évaluent la situation nutritionnelle. Mais si on considère ces indicateurs non pas pour ce qu'ils disent mais pour ce à quoi ils servent, incertitude et contradiction deviennent productrices de sens : ils font apparaître le savoir comme un vecteur de négociations et de luttes dans l'orientation des politiques alimentaires et nutritionnelles.

#### ***Foisonnement et incertitudes des données sur l'état nutritionnel des populations***

Toutes les données produites sur l'état nutritionnel des populations après la crise de 2005 pourraient donner par leur abondance et leur précision l'image d'une bonne maîtrise technique des niveaux d'alimentation au Niger. Outre les bilans céréaliers sur lesquels reposaient jusqu'alors l'évaluation de la situation nutritionnelle par le DNGPCA, celui-ci dispose désormais d'indicateurs nutritionnels et de nouveaux indicateurs de vulnérabilité alimentaire. Or, si on considère la manière dont les uns et les autres sont construits, c'est toujours l'incertitude qui prédomine après 2005.

Les statistiques cérésières et fourragères, tout d'abord, qui restent après 2005 un indicateur d'alerte privilégié, sont évaluées selon une « méthodologie d'estimation universelle [...] approuvée par la FAO », ainsi que l'exprime le coordinateur du Système d'Alerte précoce. Pourtant, selon un ancien responsable du service de la Statistique au ministère de l'Agriculture,

« le dispositif de collecte de données n'est pas tout à fait représentatif. Il y a un agent agricole pour 50 villages agricoles, et il doit en plus s'occuper du reste [...]. Alors il y

a souvent de l'à-peu-près dans l'établissement des statistiques. Il fait des carrés de rendements avec quelques pesées et il extrapole. [...] Et fréquemment, le technicien n'a pas toujours le dernier mot. Au niveau politique, vous serez parfois amenés à réajuster ».

Les auteurs de ce « réajustement politique » des statistiques vivrières, qui peut intervenir à différents échelons de la hiérarchie administrative (Olivier de Sardan, 2008b : 227-228), sont tiraillés entre deux types de contraintes, internes et externes, parfois contradictoires. Face à l'opinion publique, la tendance est de tirer les bilans céréaliers vers le haut : d'après un ancien inspecteur général des services de l'Agriculture, pareille « tendance à gonfler les statistiques » s'était systématisée sous l'influence du président Tandja, préoccupé qu'il était à donner l'image du « bon chef au grenier plein ». Mais face aux bailleurs de fonds, il importe parfois de tirer les statistiques vivrières vers le bas pour maximaliser l'aide alimentaire. Ainsi, en 2004, après avoir reconnu l'insuffisance de la production céréalière, le gouvernement nigérien passe d'un déficit de 20 000 à 223 000 tonnes durant le seul mois de novembre (Olivier de Sardan, 2008a : 28), précisément celui au cours duquel fut lancé le premier appel à l'aide d'urgence internationale. Ce jeu statistique déplace les enjeux des indicateurs vivriers en dehors de leur fonction informationnelle : ils ouvrent des espaces de négociations entre différents décideurs, en particulier les autorités gouvernementales et les bailleurs internationaux (Enten, 2010).

L'incertitude caractérise également les indicateurs nutritionnels. Les simples oscillations du taux de malnutrition chronique dans les principales enquêtes nationales réalisées entre octobre 2005 et juillet 2008 par l'INS (cf. encadré 3), oscillations fortement marquées pour un indicateur supposé n'évoluer que très progressivement, témoigne de la difficulté à mener ce genre d'investigations. Quant aux données nutritionnelles récoltées par le SAP dans les « sites sentinelles », principal apport au DNGPCA après la crise de 2005, elles apparaissent tout aussi problématiques. Le simple relevé de l'âge dans les enquêtes anthropométriques pose problème, la grande proportion des enfants ayant tout juste six mois, deux ans ou cinq ans laissant supposer une mauvaise distribution des âges. Le coordinateur du SAP reconnaît lui-même des failles et des réajustements dans les premiers résultats :

« nos indicateurs n'étaient pas dans une fourchette acceptable. [...] On a reconduit des missions de supervision sur le terrain. Et on a décidé que les chiffres n'étaient pas publiables. [...] On a recruté des agents, on a recommencé et les chiffres de malnutrition trouvés sont désormais conformes aux autres enquêtes et, notamment, à la première enquête de l'UNICEF Nutrition et Santé ».

L'incertitude des chiffres s'observe, enfin, également dans les indicateurs de vulnérabilité alimentaire. Cela tient, dans ce cas, plus particulièrement au jeu des populations elles-mêmes, pour lesquelles les investigations représentent un enjeu concret, en termes d'accès à l'aide alimentaire. Les stratégies déployées par les destinataires de cette aide pour contourner les conditionnalités mises en place par ses pourvoyeurs sont connues (Ali Bako et Guillermet, 2008 ; Olivier de Sardan, 2011). Mais outre de jouer sur les flux mêmes de l'aide, les stratégies jouent également, en amont, sur les indicateurs. Les « enquêtes sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire », qui déterminent chaque année la proportion de ménages vulnérables et le profil type des ménages à assister, sont particulièrement sensibles à ces jeux d'acteurs. Ainsi que l'indique le directeur de la Cellule Crises alimentaires,

« il y a parfois des formes de négociations avec les villageois. Quand ils sont au courant, ils font tout pour être recensés comme vulnérables. Avec l'expérience qu'ils en ont, ceux qui vivent dans des zones habituées aux distributions font tout pour

déformer l'information. Quand vous arrivez au village, ils connaissent déjà les catégories de bénéficiaires. Les femmes, par exemple, sauront qu'il vaut mieux être recensées comme veuve que comme femme mariée ».

La multiplication des enquêtes sur l'état nutritionnel des populations n'est donc pas nécessairement synonyme d'amélioration de la connaissance. Ce n'est en tout cas pas uniquement là que réside l'enjeu de ce foisonnement. Celui-ci peut être aussi lu comme une source d'incertitude, laquelle permet à chacun de conserver des marges de négociations.

### *Les indicateurs ça sert aussi à lutter*

Un second registre d'actions rendues possibles par la multiplication des enquêtes nutritionnelles – et favorisant cette multiplication – réside dans une lutte plus frontale. En 2005, la réticence du gouvernement nigérien à reconnaître la gravité de la situation avait suscité une bataille de chiffres sur la malnutrition. Ceux-ci avaient comme enjeu principal, plus que de dire la réalité, de la faire reconnaître et de susciter une intervention d'urgence – et notamment des distributions gratuites de vivres – pour y faire face. Pour reprendre les termes d'une responsable d'un programme nutritionnel à l'ONG Plan international,

« dans ce pays, si on s'en tient aux chiffres, on a peu de chance d'exagérer. De toute façon, les gens ont faim et on ne le reconnaît pas assez. Alors, si les chiffres peuvent aider à le faire reconnaître... »

Cet usage polémique des chiffres avait d'abord été le fait de MSF qui, en publicisant ses données sur le nombre d'enfants pris en charge dans les centres de récupération nutritionnelle de Maradi, visait ouvertement à « faire du chiffre, faire du bruit et enfin donner du sens » (Crombé et Jézéquel, 2007 : 92). En face, les membres du gouvernement ou du parti gouvernemental parlaient de manipulation délibérée des statistiques pour maintenir l'idée d'une crise endémique dans la zone de l'organisation et susciter ainsi de nouveaux fonds d'intervention.

Cette bataille des chiffres, largement relayée par la presse nigérienne, a laissé des traces : depuis 2005, la production du savoir nutritionnel est perçue comme une menace potentielle par les agents du DNGPCA et, sa maîtrise, comme un enjeu de pouvoir. Ainsi que l'exprime le directeur de la Cellule Crises alimentaires,

« quand la situation est critique sur le terrain, entre nous, on sait ce qui se passe mais on ne peut pas diffuser officiellement l'information, pour ne pas avoir d'ennuis et aussi parce qu'on ne sait pas l'utilisation qui en sera faite C'est vrai aussi que certaines ONG, dès qu'on parle de situation critique, sautent sur l'occasion pour toucher les bailleurs de fond et diffusent ou se créent elles-mêmes leur propre information. On a beau dire qu'il y a déjà le SAP qui est déjà là pour l'information... Si elles ont d'autres sources d'information qu'on n'a pas, on se demande forcément où elles les ont eues, c'est suspect ».

Ce recours offensif aux indicateurs sur l'état nutritionnel des populations n'est pas l'apanage des ONG étrangères, même si celles-ci ont une plus grande force de frappe médiatique que les acteurs locaux. En 2007, cinq associations nigériennes, l'Association nigérienne de Défense des Droits de l'Homme, Alternative Espaces citoyens, l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger, Moriben et Timidriya, soutenues par une ONG néerlandaise, Oxfam Novib, entreprennent de faire leur propre étude de vulnérabilité alimentaire dans l'arrondissement de Tillabéry. Après la campagne agricole de 2006, cette zone avait été déclarée déficitaire par le DNGPCA et avait fait en cela l'objet d'enquêtes de vulnérabilité.

En menant des investigations parallèles, il s'agissait, ainsi que l'exprime le secrétaire général d'Alternative, de « voir si la situation était telle que la décrivait le gouvernement ou si c'était pire ». D'après les termes du chargé de communications à Oxfam Novib, « quelque part, en faisant cette enquête, il y avait déjà l'idée de vérifier et peut-être de contredire les données gouvernementales ».

Or l'enquête des associations, réalisée en mars 2007, aboutit effectivement à des taux de vulnérabilité plus élevés que les chiffres gouvernementaux. En mai, elles entreprennent de diffuser leurs résultats lors d'une réunion publique, prévue d'abord à Tillabéry, puis à Niamey mais, dans les deux cas, la réunion est annulée par décision préfectorale. La seconde fois, le responsable local d'Oxfam Novib est convoqué au cabinet du premier ministre où l'organisation est menacée d'expulsion. Finalement, les résultats sont rendus publics à la fin du mois dans les locaux d'Alternative Espaces citoyens. Cette difficulté à restituer les résultats de l'enquête dénote ainsi la très forte volonté gouvernementale de maîtrise de l'information sur l'état nutritionnel des populations : le problème ne réside pas dans les chiffres mêmes mais dans le fait que des associations entreprennent de produire et diffuser leurs propres chiffres.

### **Conclusion**

Le 27 juin 2008, à Niamey, un rassemblement est organisé à Niamey par un collectif du nom de « Convergence citoyenne » dont une partie des cadres est issue du mouvement contre la vie chère de 2005. Ces derniers dénoncent notamment « la pénurie de biens alimentaires et leurs mauvaises conditions d'accès physique et économique [qui] engendrent une insécurité alimentaire chronique au Niger, plus de 40% des enfants [souffrant] de malnutrition sévère ». Ce rassemblement intervient à l'issue d'un premier semestre 2008 au cours duquel de nombreuses villes africaines, notamment dans les pays voisins du Burkina Faso et du Cameroun, ont été le théâtre d'émeutes après l'augmentation du prix des produits de première nécessité. Peu de temps après, le 18 juillet 2008, MSF se fait suspendre ses activités en raison de ses attitudes « propagandistes » et « exhibitionnistes ». Le ministre de la Santé publique s'en expliquera trois mois plus tard à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, en arguant que « d'après l'enquête nationale de nutrition et de survie de l'enfant de juin 2008, la région de Maradi est en dessous du seuil d'intervention de 10% pour ce qui est de la malnutrition aiguë, ce qui est le contraire de l'image négative entretenue par MSF » et que le « centre de récupération nutritionnelle du centre hospitalier régional compte 46 enfants alors que MSF a toujours donné le chiffre de 500 enfants par semaine ». Si ces deux événements n'ont pas de lien apparent, ils illustrent néanmoins l'un et l'autre l'impact politique des enquêtes nutritionnelles dans un contexte de tensions sociales et l'extrême attention du pouvoir à cet impact. La multiplication de ces enquêtes, depuis 2005, ne saurait être lue que comme une amélioration technique apportée aux dispositifs de suivi et de mesure de la situation alimentaire : elle participe à la reconfiguration des rapports antagoniques, d'intérêts et de pouvoir autour de la question nutritionnelle, lesquels apparaissent particulièrement marqués dans un pays tel que le Niger.

## Références

ACF-Espagne. *Étude de l'état nutritionnel et du taux de mortalité des enfants âgés de 6 à 59 mois des zones agricole, agropastorale et pastorale des régions de Maradi et Tahoua*. Niamey : novembre 2005.

Ali Bako M, Guillermet É. Les aides distribuées à Olléléwa et Tirmini : facteurs de dépendance ou de changement social, *Afrique contemporaine* 2008 ; 225 : 212-135.

Becquey E, Bah A, Coulibaly D, et alii. *Processus d'intégration d'indicateurs nutritionnels dans le suivi de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest*. Ouagadougou : CILSS/IRD, 2008.

Bonnecase V. Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970 : la construction d'un savoir de crise. *Politique africaine* 2010a ; 119 : 23-42.

Bonnecase V. Faim et mobilisations sociales au Niger dans les années 1970 et 1980. Une éthique de la subsistance ? *Genèses* 2010b ; 81 : 5-24.

Bourdelaix X, Fassin D, ed. *Les constructions de l'intolérable. Études d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace morale*. Paris : La Découverte, 2005.

Care international. *Enquête démographique et de santé 1998*. Calverton : Macro International Inc, 1999.

Crombé X, Jézéquel JH, ed. *Niger 2005. Une crise si naturelle*. Paris : Karthala, 2007.

Delpeuch F. *Évaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005. Synthèse concernant les aspects nutritionnels*. Paris : IRAM, juin 2006.

Direction de la Statistique et des comptes nationaux du Niger. *Enquête démographique et de Santé, 1992*. Columbia : Macro International Inc, 1993.

Egg J, Gabas JJ, ed. *La prévention des crises alimentaires au Sahel. Dix ans d'expérience d'une action menée en réseau (1985-1995)*, Paris : OCDE/Club du Sahel, 1997.

Egg J, Michiels D, avec les contributions de Blein R et Delpeuch F. *Les politiques de prévention et gestion des crises alimentaires. Enseignements de la crise du Niger de 2005*. Paris : MAEE-DGCID, 2008.

Enten F. Du bon usage des systèmes d'alerte précoce en régime autoritaire. Le cas de l'Éthiopie. *Politique africaine* 2010 ; 119 : 43-62.

Épicentre. *Statut nutritionnel de la population du département de Keita et mortalité rétrospective, région de Tahoua*. Niamey : août 2005

Épicentre / MSF. *Situation nutritionnelle et mortalité rétrospective dans le district sanitaire d'Ouallam, région de Tillabéri*. Niamey : septembre 2005.

FAO / Fews Net / PAM / SAP. *Rapport sur la mission conjointe sur l'évaluation de la situation alimentaire dans les zones vulnérables de Tahoua*. Niamey : février-mars 2005.

Fews Net. *Comment comprendre les données nutritionnelles et les causes de la malnutrition au Niger. Rapport Spécial du Réseau des Systèmes d'Alerte Précoce contre la Famine*. Niamey, USAID : 2006.

HKI / PAM. *Évaluation de base de l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois dans les régions rurales de Maradi et Zinder. Rapport de deux enquêtes*. Niamey : avril 2005.

- INS. *Enquête nationale Nutrition et Survie de l'Enfant, 2006*. Niamey : INS, 2007a.
- INS. *Enquête démographique et de Santé et à indicateurs multiples, 2006*. Calverton : Macro International Inc, 2007b.
- INS. *Enquête nationale Nutrition et Survie de l'Enfant, mai-juin 2007*. Niamey : INS, 2007c.
- INS. *Enquête nationale Nutrition et Survie de l'Enfant, juin-juillet 2008*. Niamey : INS, 2008.
- Janin P. « Le soleil des indépendances (alimentaires) » ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal. *Hérodote* 2008 ; 131 : 92-117.
- Janin P. L'insécurité alimentaire au Sahel : permanence du questionnement, renouvellement des approches. *Cahiers Agricultures* 2010 ; XIX-3: 177-184.
- MSF. *Enquête nutritionnelle et de mortalité rétrospective, périphérie rurale de la ville de Zinder*. Niamey : août 2005.
- Olivier de Sardan JP. La crise alimentaire 2004-2005 au Niger en contexte. *Afrique contemporaine* 2008a ; 225 : 17-37.
- Olivier de Sardan JP. La crise alimentaire vue d'en bas. Synthèse des recherches menées sur sept sites du Niger. *Afrique contemporaine* 2008b ; 225 : 217-294.
- Olivier de Sardan J-P. Aide humanitaire ou aide au développement ? La « famine » de 2005 au Niger. *Ethnologie française* 2011 ; vol. 41 : 415-429.
- SAP. *Suivi conjoint de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les sites vulnérables*. Niamey : Cellule de coordination du SAP, 2008.
- Tidjani Alou M. La crise alimentaire de 2005 vue par les médias. *Afrique contemporaine* 2008 ; 225 : 39-74.